CE MONDE QUI BOUGE

Quand Washington se fait piéger par ses espions

Par Hassane Zerrouky

Il fut un temps où l'exfiltration d'agents soviétiques vers l'Occident capitaliste, appelé alors «Monde libre», faisait la une des médias occidentaux. Lesquels racontaient par le menu détail comment les James Bond occidentaux avaient réussi à convaincre les espions soviétiques, est-allemands ou bulgares, à trahir leurs pays respectifs et choisir la liberté. Ainsi en allait-il de Farewell, nom de code attribué au lieutenant-colonel du KGB, Vladimir Vetrov, grâce à qui la CIA et ses alliés européens ont réussi à décapiter au début des années 80 les réseaux du KGB opérant en Amérique du Nord et dans l'Europe de l'Ouest.

Plus de 30 ans après, voilà qu'un analyste de la CIA, Edward Snowden, 29 ans, claque entre les doigts de la CIA, en divulguant des informations explosives sur un système de surveillance dénommé Prism. Il s'agit d'une surveillance électronique des services Internet, mails, réseaux sociaux, photos et vidéos, historiques de navigation, conversations vocales par la NSA (National Security Agency). Au cœur de ce système, l'existence d'un robot informatique, Boundless Informant, qui trie les données et qui est capable d'organiser la surveillance pays par pays. Ainsi, la NSA a également accès aux données stockées, triées et archivées par Google, Facebook, Microsoft, Yahoo, Skype... «Nous piratons tous les backbones (dorsales Internet) du réseau – comme les gros routeurs – cela nous donne accès à des centaines de milliers d'ordinateurs sans avoir à en pirater un seul», explique Edward Snowden au journal *South China Morning Post*. Individus, dirigeants et partis politiques, syndicats, acteurs de la société civile, Etats et leurs services de renseignement, rien n'échappe à l'œil de Washington ! Toute la planète est espionnée ! «Je ne veux pas vivre dans un monde où il n'y a aucun respect de la vie privée et donc aucun espace pour l'exploration intellectuelle et la créativité», explique Edward Snowden, pour qui les pratiques de la NSA sont «une menace existentielle pour la démocratie», et qui encourt une peine de 30 ans de prison.

Pour les Etats-Unis, le coup est rude. C'est un revers pour le renseignement américain qui a vu l'un de ses espions filer à l'anglaise, d'abord à Hong Kong, puis à Moscou, d'où il compte se rendre en Equateur, via La Havane et Caracas. Que ce soit en Chine ou en Russie, les services de renseignement de ces deux pays ne se sont pas fait prier pour briefer l'ex-analyste de la CIA. «Les services de renseignement et de contre-espionnage ont beaucoup de questions à poser à une personne aussi informée», se délectait une source sécuritaire russe citée par l'agence Interfax. Quant à savoir si les Russes sont disposés à le livrer aux Américains comme le souhaitent ces derniers, rien ne permet de le penser. «Edward Snowden n'a pour le moment rien commis de délictueux sur le territoire de la Russie, les forces de l'ordre n'ont reçu aucune consigne visant à l'interpeller, c'est pourquoi il n'y a pas de raison de l'arrêter», expliquait une source policière citée par RIA Novosty. Qui plus est, a affirmé Vladimir Poutine, la Russie n'a aucun grief à lui reprocher ! Pour l'heure, l'Equateur, qui a déjà accordé l'asile politique au fondateur du site Wikileaks Julian Assange (réfugié à l'ambassade équatorienne à Londres), serait sur le point d'en faire de même avec

Snowden. En visite au Vietnam, le ministre équatorien des Affaires étrangères, Ricardo Patino, a déclaré que «l'homme, qui tente de faire la lumière et la transparence sur des faits qui affectent tout le monde, se voit aujourd'hui poursuivi par ceux qui devraient donner des explications aux gouvernements et aux citoyens. Il faudrait se demander : qui a trahi qui (…) Est-ce qu'on ne serait pas loyal envers ses compatriotes et envers le reste de l'humanité pour avoir révélé des risques et des dangers qui nous menacent tous ?»

Quant à l'intéressé, qui se trouve à l'heure où s'écrivent ces lignes dans la zone de transit de l'aéroport de Moscou, il a estimé «improbable» qu'il ait «droit à un procès juste ou à un traitement humain» aux Etats-Unis. Evoquant le cas du soldat américain Bradley Manning, accusé d'avoir livré au site WikiLeaks des centaines de milliers de messages diplomatiques confidentiels, Edward Snowden a déclaré que ce dernier, aujourd'hui en détention aux Etats-Unis, «a subi des traitements inhumains pendant sa détention préventive».

Hassane Zerrouky

JUSTIN SIBERELL, COORDINATEUR-ADJOINT AU BUREAU DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU DÉPARTEMENT D'ÉTAT :

«L'intervention française au Mali a peut-être réglé un problème mais elle en a créé au sud de la Libye»

Le coordinateur-adjoint au Bureau de lutte contre le terrorisme au Département d'Etat américain a participé à la deuxième réunion de travail du Forum global de la lutte contre le terrorisme. Justin Siberell estime que l'intervention française au Mali a compliqué la situation sécuritaire au Sahel en provoquant le déplacement des groupes terroristes vers le sud de la Libye.

Entretien réalisé par Tarek Hafid

Photo : DR

Justin Siberell assure qu'il y a consensus pour l'application des cinq points-clés du Forum global.

Le Soir d'Algérie : **Vous avez participé à la deuxième réunion de travail du Forum global de la lutte contre le terrorisme qui s'est tenue à Oran. Comment, selon vous, pourrait-il y avoir un consensus en matière de lutte contre le terrorisme lorsque les intérêts des Etats sont souvent contradictoires ?**

Justin Siberell : Notre stratégie à long terme vise à réunir les Etats autour d'une stratégie de lutte contre le terrorisme. Mais la lutte contre cette menace doit débuter à l'intérieur des frontières de chaque Etat. C'est pour cette raison que le groupe de travail sur le renforcement des capacités de lutte antiterroriste au Sahel est très important. Il a pour objectif d'aider les pays les plus pauvres à mener ce combat. Donc je ne suis pas d'accord avec vous lorsque vous dites qu'il n'y a pas de consensus dans le groupe de travail. Toutes les parties sont d'accord pour l'application des cinq points-clés du Forum global et qui sont le développement d'une coopération bilatérale et internationale à travers notamment le contrôle des frontières, l'entraide judiciaire pour faciliter les investigations, le maintien de l'ordre, les transferts illégaux de capitaux et, enfin, lutter contre la radicalisation et l'extrémisme dans les sociétés. Ce qu'il faut savoir, c'est que toutes ces actions se déroulent dans un cadre civil et non pas militaire.

Le forum base son travail sur des actes civils. A titre d'exemple, au cours de la conférence, nous avons pris le cas du Mali. Des suspects ont été arrêtés par l'armée malienne, les militaires ont souhaité mener une enquête et récolter des preuves afin de les ester en justice. Il y a donc eu une demande concrète de l'armée malienne pour former ses éléments aux procédures de collecte de preuves pour engager des démarches judiciaires.

Les responsables sécuritaires libyens qui ont participé à la rencontre d'Oran ont avoué qu'ils ne contrôlaient pas une grande partie du territoire du Sud. Il est évident que cette situation soit le résultat de la crise qu'a traversée ce pays mais aussi de l'intervention militaire française au Nord-Mali. Que préconisent les Etats-Unis pour éviter que cette région ne devienne une base centrale des groupes terroristes au Sahel ?

C'est une préoccupation de la communauté internationale. C'est un projet de longue haleine. Il faut aider le gouvernement libyen à mettre en place des forces de sécurité qui puissent être reconnues sur tout le territoire. Mais le peuple libyen a un rôle à jouer pour faire en sorte que les milices soient incorporées au sein de ces forces. La réunion que nous avons eue à Oran vise justement à aider chaque pays du Sahel à faire face à la menace terroriste. L'intervention française au nord du Mali a peut-être réglé un problème dans ce pays mais elle en a créé au sud de la Libye. Voilà pourquoi il est important de renforcer les capacités de chaque pays et de faire en sorte que les Etats de la région travaillent en étroite collaboration.

Il y a aujourd'hui un semblant de consensus autour de la pénalisation du versement de rançon. Mais la principale ressource financière des groupes terroristes au Sahel provient de la drogue produite au Maroc. Faut-il prendre des mesures urgentes pour lutter contre ce phénomène ?

Je souhaite avant parler du paiement de rançon. Il faut savoir que ces dernières années, plus de 120 millions de dollars de rançons ont été versés aux groupes terroristes. La moitié est allée à Al Qaïda au Maghreb islamique, une autre partie à Al Qaïda et une autre à Al Qaïda au Yémen. Le groupe central au Pakistan a ses groupes affiliés dans différentes régions du monde qui essaient d'avoir leurs propres budgets. Ils obtiennent cet argent à travers le kidnapping. On a pu démontrer qu'il y a un lien entre les narcotrafiquants et les groupes terroristes dans la région du Sahel. C'est une préoccupation qui a été exprimée par la délégation algérienne lors de la rencontre d'Oran. La délégation algérienne a expliqué que la drogue provenait du Maroc mais aussi d'Amérique latine. La cocaïne transite par l'Afrique de l'Ouest puis est acheminée vers l'Europe. Donc c'est un problème qui doit être traité par ces pays. Un haut responsable américain chargé de la lutte contre le crime et le narcotrafic était récemment à Alger pour mettre en place une coopération entre les deux pays.

Le Président Bachar El Assad a récemment mis en garde la communauté internationale à propos du danger que représenterait à l'avenir le nombre important de djihadistes engagés aux côtés des rebelles. Est-ce que cette menace est prise au sérieux par les Etats-Unis ?

L'extrémisme en Syrie est de la responsabilité du régime de Bachar El Assad. Il doit faire face à la situation actuelle. A la base, il était confronté à un mouvement de protestation pacifique, mais il a été réprimé d'une manière très violente. Cela a mené la Syrie dans la situation que nous connaissons actuellement. Et c'est ce qui fait que plusieurs groupes terroristes se sont mêlés à cela, entre autres le Hezbollah. C'est une préoccupation pour les Etats-Unis.

T. H.

Un terroriste abattu à Ifigha

Des éléments de l'ANP en opération dans le maquis d'Ifigha, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, ont tendu une embuscade, dans la soirée de mardi, à un terroriste qu'ils ont finalement abattu et sur lequel une Kalachnikov a été récupérée, selon une information confirmée par une source sécuritaire. C'est le deuxième terroriste abattu en une semaine par les militaires qui, pour rappel, avaient réussi à mettre hors d'état de nuire un terroriste à Aït-Agouacha, entre Larbaâ-Nath-Irathen et Aïn El-Hammam, toujours à l'est de Tizi-Ouzou. Là également, une Kalachnikov avait été récupérée.

Selon un bilan non exhaustif, les opérations menées par l'ANP en Kabylie ont permis la neutralisation d'une vingtaine de terroristes depuis le début de l'année. Il reste que le coup le plus significatif porté aux groupuscules retranchés notamment dans les maquis du nord et de l'est de la wilaya de Tizi-Ouzou a été celui ayant permis de mettre fin à la cavale de quatre terroristes repérés à bord d'un véhicule pas loin de la commune côtière d'Iflissen, alors qu'un mois auparavant, un autre quatuor de terroristes mené par «l'émir» Badache avait, lui aussi, connu le même sort.

A. M.